



Conseil économique et social

Distr. générale
17 avril 2023
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Point 11 de l'ordre du jour

Application et suivi des textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies

ONU-Nutrition

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter au Comité économique et social le rapport d'ONU-Nutrition, conformément à la décision 2018/207 du Conseil.



Rapport d'ONU-Nutrition*

[En anglais, arabe, chinois, espagnol,
français et russe]

I. Défis mondiaux à relever en matière de nutrition

1. Le monde perd du terrain dans sa lutte pour mettre un terme à la faim, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition sous toutes ses formes. Alors qu'il reste moins de huit ans pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD), le fossé à combler pour atteindre nombre des cibles associées à ces objectifs se creuse un peu plus tous les ans. À l'échelle mondiale, entre 702 millions et 828 millions de personnes étaient sous-alimentées en 2021.

2. La malnutrition sous toutes ses formes sera vraisemblablement accentuée par la persistance de la covid-19, les guerres et les conflits et l'aggravation des trois crises planétaires parallèles que sont le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution – autant de menaces majeures auxquelles le monde est demeuré exposé en 2022. L'intensification de ces grands moteurs de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition, conjuguée au coût élevé des aliments nutritifs et aux inégalités croissantes, continuera de peser sur la nutrition et touchera les groupes les plus vulnérables de manière disproportionnée.

3. En sa qualité de mécanisme de coordination du système des Nations Unies dans le domaine de la nutrition aux niveaux mondial et national, ONU-Nutrition joue un rôle déterminant dans la prise en compte et l'atténuation des répercussions négatives de ces menaces sur le plan nutritionnel en facilitant une action cohérente et harmonisée à l'échelle du système et en donnant aux organismes des Nations Unies les moyens de fournir un appui concerté à leurs États membres. L'«Unité d'action des Nations Unies pour la nutrition» à tous les échelons est indispensable pour permettre à ONU-Nutrition d'atteindre les deux objectifs interdépendants qu'elle s'est fixés, à savoir : i) agir et mener des politiques de façon concertée et homogène à tous les niveaux en matière de nutrition ; et ii) adopter des politiques, des méthodes et des positionnements harmonisés face à l'évolution des défis liés à la nutrition.

II. Résoudre les problèmes liés à la nutrition sans laisser personne de côté : actions collectives menées par les membres d'ONU-Nutrition en 2022

4. Pour atteindre ses objectifs, ONU-Nutrition exploite et rassemble les compétences techniques de ses membres, qui ont continué de travailler ensemble en 2022, conformément à sa Stratégie pour 2022-2030¹, approuvée en 2022. Cinq axes de travail prioritaires ont été définis d'un commun accord pour l'exercice biennal 2022-2023 et ont guidé ces activités conjointes en 2022 :

- aide à la coordination des organismes des Nations Unies au niveau des pays ;
- promotion d'une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables ;

* Le présent rapport n'a pas été revu par les services d'édition.

¹ ONU-Nutrition. 2022. *Unité d'action des Nations Unies pour la nutrition : Stratégie de ONU-Nutrition 2022-2030*. Rome. https://www.unnutrition.org/wp-content/uploads/UN-Nutrition-Strategy-2022-2030_WEB_28Oct2022_FR.pdf.

- développement de la mobilisation du secteur privé au service de l'amélioration de la nutrition ;
- lutte contre la faim et la malnutrition ainsi que contre leurs facteurs déterminants lors des crises et dans les contextes fragiles ;
- accélération des actions menées en concertation pour atteindre les cibles mondiales de nutrition adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé.

5. L'action conjointe des membres d'ONU-Nutrition est facilitée par un secrétariat réduit dirigé par un secrétaire exécutif et hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à son siège, à Rome. En 2022, le secrétariat a travaillé sous la supervision générale de M^{me} Naoko Yamamoto, Présidente d'ONU-Nutrition et Sous-Directrice générale de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) chargée de la couverture sanitaire universelle et de l'amélioration de la santé des populations, et d'un Comité directeur composé de sept membres où siégeaient les principaux responsables de la nutrition dans les organismes suivants : l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'OMS, le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Au niveau mondial, ONU-Nutrition comptait des membres issus de 13 entités du système des Nations Unies, un membre associé et deux observateurs², auxquels s'ajoutaient, au niveau des pays, d'autres organismes partenaires des Nations Unies.

1. Aide à la coordination des organismes des Nations Unies au niveau des pays

6. ONU-Nutrition a débuté l'année 2022 par une évaluation des processus de coordination mis en place par les pays en matière de nutrition au moyen d'une enquête de référence en ligne élaborée par son secrétariat, qu'il a envoyée aux points de contact des Nations Unies pour la nutrition présents dans 101 pays. Les bureaux régionaux ont été invités à diffuser le questionnaire auprès des points de contact nationaux, ce qui a aidé à élargir la portée de l'enquête, et notamment à l'étendre à des pays non membres du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN). À la fin de 2022, 44 pays y avaient répondu. L'enquête a permis de fournir des éclairages essentiels sur le niveau de coordination des organismes des Nations Unies dans le domaine de la nutrition à l'échelon des pays et sur la mesure dans laquelle la nutrition avait été intégrée dans les portefeuilles de pays de ces organismes³. Soixante-quatre pour cent des pays (28 sur 44) ont déclaré qu'ils avaient amélioré la coordination en matière de nutrition entre les entités des Nations Unies. Cette amélioration a été observée dans toutes les grandes régions (Afrique, Asie, Amérique latine et Caraïbes et Proche-Orient) et dans un grand nombre de pays (20) où le Coordonnateur résident des Nations Unies ou le Coordonnateur de l'assistance humanitaire participait à l'action en faveur de la nutrition.

² L'AIEA, le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination, le Département des affaires économiques et sociales, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), la FAO, le FIDA, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'OMS, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), le PAM, le PNUE, le Rapporteur spécial de l'Organisation des Nations Unies sur le droit à l'alimentation et l'UNICEF. Le Système CGIAR, par l'intermédiaire de l'alliance de Bioversity International et du Centre international d'agriculture tropicale, est le membre associé, tandis que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et le Groupe nutrition du Comité permanent interorganisations sont les deux observateurs.

³ Placeholder for link to the article at UN-Nutrition newsletter.

7. La plupart des pays qui ont répondu (40 sur 44) avaient mis en place une structure de coordination par l'intermédiaire de laquelle les acteurs des Nations Unies collaboraient dans le domaine de la nutrition. Vingt-deux de ces structures (55 pour cent) comprenaient exclusivement des membres du système des Nations Unies, et 18 (45 pour cent) s'occupaient uniquement de nutrition. Il ressort également de l'enquête que dans la majorité des pays (28 sur 44), un représentant des Nations Unies, le plus souvent de l'UNICEF, avait été désigné pour diriger l'action collective en matière de nutrition. En outre, les coordonnateurs résidents des Nations Unies ou les coordonnateurs de l'assistance humanitaire participaient à l'action menée en faveur de la nutrition dans environ 73 pour cent (32) des pays inclus dans l'enquête, preuve supplémentaire que la gouvernance dans ce domaine est assurée au plus haut niveau du système des Nations Unies. Ce sont la FAO (36 pays), l'UNICEF (36 pays), le PAM (30 pays) et l'OMS (29 pays) qui ont participé le plus souvent à ces structures de collaboration au niveau des pays, mais 14 autres organismes y ont également pris part dans au moins un pays⁴.

8. D'après les données de référence, la participation a été comprise entre 2 et 16 entités des Nations Unies et, en moyenne, quatre organismes ont pris part à ces structures nationales de coordination. La République du Soudan du Sud est le pays qui a répondu que 16 organismes des Nations Unies participaient à son mécanisme de coordination sur la nutrition.

9. Parmi les exemples concrets de progrès accomplis figurent les 41 pays qui avaient élaboré ou actualisé des cadres conjoints des Nations Unies au cours des deux dernières années pour aborder la nutrition selon une approche multisectorielle⁵. Des initiatives communes en faveur de la nutrition ont aussi été rapportées dans d'autres domaines tels que la programmation, l'évaluation préalable et la mobilisation. Dans pas moins de 39 pays (89 pour cent), au minimum deux organismes des Nations Unies menaient des activités dans au moins l'un de ces domaines, souvent dans des contextes aussi bien d'aide humanitaire que de développement. Néanmoins, les participants ont indiqué que l'inadéquation de la coordination était tout à la fois le problème rencontré le plus couramment (20 pays) et une difficulté à gérer en priorité (23 pays) pour encourager les gouvernements à améliorer les résultats en matière de nutrition.

10. En 2022, l'appui apporté aux pays a également consisté à donner des indications sur l'intégration de la nutrition dans des activités essentielles relatives à la programmation et aux politiques, indications que l'on retrouve dans les plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable (ci-après dénommés « plans-cadres de coopération ») ou les précédents PNUAD, par exemple. À cette fin, ONU-Nutrition a actualisé sa note d'orientation sur la nutrition⁶ à l'intention des coordonnateurs résidents des Nations Unies, des équipes de pays des Nations Unies, des fonctionnaires gouvernementaux et d'autres partenaires participant à l'élaboration des plans-cadres de coopération. La note s'accompagne d'une liste de contrôle sur la nutrition, conçue comme un outil d'auto-évaluation à utiliser pour

⁴ La Banque mondiale, le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), le FIDA, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le HCR, l'OCHA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), ONU-Femmes, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le Service de la lutte antimines de l'ONU.

⁵ Plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable et plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), par exemple.

⁶ <https://doi.org/10.4060/cc4357en> (en anglais).

déterminer le niveau d'intégration de la nutrition dans chaque phase du cycle de ces plans-cadres de coopération ou des PNUAD. Elle a été présentée aux équipes de pays des Nations Unies et expérimentée au Lesotho et au Zimbabwe, où elle a fourni des éclairages précieux. De manière générale, il ressort de ces expérimentations qu'il reste indispensable de fournir des orientations supplémentaires sur l'intégration de la nutrition dans les cadres stratégiques des Nations Unies, et qu'une note d'orientation telle que celle diffusée par ONU-Nutrition a été utile et a constitué un bon point de départ pour associer les équipes de pays des Nations Unies aux échanges sur la programmation commune en matière de nutrition. La note d'orientation est déjà utilisée par les équipes de pays des Nations Unies au Burundi et en République démocratique du Congo. Sa présentation officielle et sa diffusion à plus grande échelle sont prévues au début de 2023.

11. Il est important de noter qu'un appui approfondi a été fourni aux pays par l'intermédiaire du projet de partenariat d'Irish Aid intitulé « Fostering 'One UN' through UN-Nutrition Country Support » (Mobilisation du mécanisme d'appui aux pays d'ONU-Nutrition, au service de l'initiative Unité d'action des Nations Unies). Ce partenariat aide à mettre en place des cadres d'action porteurs en faveur de la nutrition au Burkina Faso, au Burundi, au Lesotho, au Libéria, au Myanmar, au Niger, en République démocratique du Congo, en Sierra Leone et au Zimbabwe. La Présidente d'ONU-Nutrition a collaboré avec les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies dans ces pays. Le secrétariat a aidé les pays à mener des missions de démarrage/cadrage ou d'appui technique et des études analytiques et à mettre leur plan-cadre de coopération à l'essai (voir ci-dessus).

12. Dans les pays participant au partenariat, cela a permis de renforcer les processus d'élaboration des politiques entrepris par les organismes des Nations Unies et ceux menés par les gouvernements. Irish Aid a dit souhaiter poursuivre le partenariat et son soutien financier en 2023.

Appui apporté dans le cadre du système de soutien international du Mouvement SUN

13. Tout au long de 2022, ONU-Nutrition a continué de participer activement au Mouvement SUN en sa qualité de réseau de soutien des Nations Unies. Le PAM et la FAO ont œuvré au sein du Comité exécutif du Mouvement SUN en leur qualité de membre et de membre suppléant respectivement, tandis que la Présidente de l'UNICEF et le Directeur exécutif du PAM ont été membres du Groupe de direction. ONU-Nutrition a grandement contribué à la mise en œuvre des premières étapes de la Stratégie du Mouvement pour le renforcement de la nutrition 3.0 (ci-après « Stratégie SUN 3.0 »)⁷. Son travail a notamment consisté à mettre en relation les équipes de pays des Nations Unies et le Comité exécutif du Mouvement SUN afin de relayer les problèmes rencontrés sur le terrain et d'amener les responsables de haut niveau à prendre des décisions tenant davantage compte des besoins des pays.

14. En outre, le secrétariat d'ONU-Nutrition a représenté le système des Nations Unies au sein du système de soutien international du Mouvement SUN en participant à des réunions de réflexion, à des groupes de travail et à des webinaires. Un plan de travail a été élaboré pour mettre à profit les contributions des réseaux SUN de manière complémentaire à l'appui de la Stratégie SUN 3.0. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a continué de participer aux activités des équipes spéciales chargées de la mobilisation, de la communication, de la gestion des connaissances et du suivi, de l'évaluation, de la reddition de comptes et de l'apprentissage et de l'assistance technique, et apporté son soutien à l'Année de la nutrition organisée par l'Union africaine (UA) en 2022,

⁷ https://scalingupnutrition.org/wp-content/uploads/2021/01/SUN-Strategy-2021-2025_FRE_web1.pdf.

aux initiatives de mobilisation menées autour de la crise mondiale de l'alimentation et de la nutrition ainsi qu'aux efforts déployés pour intégrer la nutrition dans le programme d'action relatif au changement climatique des pays membres du Mouvement SUN.

15. ONU-Nutrition s'est également concerté avec les pôles régionaux du Mouvement SUN nouvellement créés de façon à orienter les demandes d'assistance technique qui ne pouvaient pas être traitées à l'échelon local vers ses membres les mieux à même d'y répondre. Ces demandes ont été répertoriées au moyen de l'évaluation annuelle conjointe entreprise en décembre 2021, qui a donné aux pays membres et aux parties prenantes du Mouvement SUN l'occasion de réfléchir ensemble aux progrès accomplis chaque année et de s'assurer que les initiatives multipartites et multisectorielles menées pour venir à bout de la malnutrition étaient harmonisées et homogènes. En outre, ONU-Nutrition a soutenu activement les structures multipartites mises en place au niveau des pays afin de renforcer la collaboration en matière de nutrition, et a notamment contribué au recensement des acteurs de la nutrition et des initiatives menées dans ce domaine dans trois pays (Lesotho, Libéria et Sénégal) en 2022. Ce recensement a généré des données globales relatives à la couverture des interventions, qui devraient aider les mécanismes publics de coordination en matière de nutrition à repérer les lacunes et à harmoniser les actions menées.

2. Promotion d'une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables

16. Une alimentation saine améliore les chances d'être en bonne santé et permet de prévenir les maladies. Cependant, il ne suffit pas de s'intéresser aux aliments qui sont produits, proposés à la consommation et abordables. La durabilité des modes de production des aliments est tout aussi importante pour le bien-être des personnes et la santé de la planète.

17. Mai 2022 a vu la création, dans le prolongement du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, de la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables⁸ (ci-après la « Coalition »), qui réunit des États membres, des organismes des Nations Unies, des organisations de la société civile, des établissements universitaires et des mouvements sociaux désireux de faire de la santé, de la nutrition et de la durabilité environnementale des composantes transversales fondamentales de la transformation des systèmes alimentaires. Son plan de travail s'articule autour de trois fonctions essentielles : i) mobiliser et coordonner le savoir-faire existant et les parties prenantes en présence afin d'harmoniser l'action menée dans les systèmes alimentaires pour obtenir des résultats collectifs au niveau des pays ; ii) faciliter l'apprentissage entre pairs entre les pays ; et iii) gérer des projets spéciaux consacrés à la prise en compte de la nutrition, de la santé et de la durabilité par l'intermédiaire de l'alimentation, en fonction des priorités des pays. Plusieurs membres d'ONU-Nutrition font partie de la Coalition, dont le secrétariat se compose de membres du personnel spécialisé de la FAO et de l'OMS et bénéficie du soutien du secrétariat d'ONU-Nutrition.

18. Des membres d'ONU-Nutrition ont participé à la Coalition et contribué à la définition de ses principes d'engagement, tandis que le secrétariat d'ONU-Nutrition a aidé à élaborer des bulletins d'information, à faire connaître les manifestations de sensibilisation et à organiser les réunions de la Coalition. Le secrétariat a également

⁸ www.who.int/initiatives/food-systems-for-health/the-coalition-of-action-on-healthy-diets-from-sustainable-food-systems-for-children-and-all (en anglais).

participé aux débats du Pôle de coordination sur les systèmes alimentaires au nom des membres lorsque cela lui a été demandé.

19. Le Mouvement SUN, le Pôle de coordination et le secrétariat d'ONU-Nutrition ont travaillé ensemble en 2022 à l'organisation d'un atelier en ligne sur les programmes de transformation des systèmes alimentaires à l'intention des coordonnateurs résidents et des équipes de pays des Nations Unies. Douze coordonnateurs résidents⁹ participeront à une phase pilote qui se déroulera au début de 2023. L'atelier devrait permettre d'acquérir une compréhension commune de l'efficacité avec laquelle les politiques et les actions stratégiques menées en faveur des systèmes alimentaires peuvent être utilisées pour parvenir à des modes d'alimentation sains et durables et à une bonne nutrition pour tous. Cette compréhension peut servir de point de départ à la Coalition pour fournir un appui supplémentaire dans le cadre de sa première fonction essentielle.

20. Pour renforcer sa deuxième fonction essentielle, la Coalition a organisé deux séances d'apprentissage en ligne entre pairs avec l'appui de membres d'ONU-Nutrition. La première séance portait sur les recommandations nutritionnelles fondées sur le choix des aliments comme moyen de parvenir à une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables, et la seconde était consacrée aux partenariats public-privé et à la gestion des conflits d'intérêts et dirigée par le Danemark, en sa qualité de membre de la Coalition. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a aidé à l'organisation de ces manifestations et présenté les concepts et les points clés de son axe de travail sur la mobilisation du secteur privé au service de l'amélioration de la nutrition.

21. La troisième fonction essentielle de la Coalition est la conduite de projets spéciaux répertoriés par les membres, et englobe notamment un axe de travail qui vise à prendre en compte les questions de nutrition dans les contributions déterminées au niveau national.

22. À la fin de 2022, conformément à la troisième fonction essentielle et sous la direction du Gouvernement égyptien, l'OMS a grandement contribué à l'élaboration de l'initiative Action climatique et nutrition (I-CAN)¹⁰ et à son inauguration officielle lors de la 27^e session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27), qui s'est tenue à Charm el-Cheikh. La FAO et d'autres membres d'ONU-Nutrition ont activement participé, avec l'appui du secrétariat d'ONU-Nutrition et aux côtés d'autres partenaires, à l'élaboration et au lancement de l'initiative I-CAN, qui vise à faciliter l'intégration de la nutrition et des systèmes alimentaires durables dans l'action mondiale en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets afin d'obtenir des résultats bidirectionnels qui soient mutuellement bénéfiques.

23. Bien que le changement climatique soit une priorité majeure en matière de développement, qui exerce une pression énorme sur l'humanité, les relations bidirectionnelles entre l'alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables et l'environnement vont au-delà du changement climatique et englobent l'appauvrissement de la biodiversité et la pollution – ce que l'on appelle la triple crise planétaire. Les systèmes alimentaires sont parmi les principaux contributeurs à la triple crise planétaire, mais en subissent aussi les conséquences. Notre alimentation a des répercussions considérables sur les résultats obtenus en matière de nutrition et

⁹ Pays où le point de contact chargé des feuilles de route pour les systèmes alimentaires est aussi le coordonnateur de pays du Mouvement SUN : Afghanistan, Bénin, Burundi, Cambodge, Ghana, Guatemala, Honduras, Mali, Mauritanie, Somalie, Timor-Leste et Yémen.

¹⁰ <https://www.gainhealth.org/resources/reports-and-publications/initiative-climate-action-and-nutrition-i-can> (en anglais).

d'environnement, mais l'accélération de la crise environnementale fait qu'il est plus difficile de produire et de consommer des aliments sains issus de systèmes alimentaires durables. Pour permettre de mieux comprendre ce sujet important, considéré comme un nouveau problème de nutrition par ONU-Nutrition, le PNUE a dirigé l'élaboration d'un document de travail conjoint intitulé *Nutrition and the Environment: Nurturing People, Protecting the Planet* (Environnement et nutrition : nourrir les populations et protéger la planète), avec l'appui du secrétariat et les contributions de membres d'ONU-Nutrition.

24. Ce document vise à favoriser un dialogue interdisciplinaire entre spécialistes de la nutrition, de l'agriculture, de l'environnement et d'autres domaines connexes afin de parvenir à une compréhension commune des liens existant entre les défis nutritionnels et environnementaux et de la marche à suivre pour relever ces défis. En réunissant des experts et des professionnels de plusieurs domaines, il est possible de trouver des synergies potentielles, des avantages réciproques et des possibilités d'action communes qui génèrent des retombées positives pour la population et la planète. Le document propose des modalités d'action susceptibles de produire des retombées positives dans les domaines de la nutrition et de l'environnement et de contribuer dans le même temps à la transition vers une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables. Il porte principalement sur les modalités adoptées à chaque étape des systèmes alimentaires : production agricole ; stockage, distribution et transformation des aliments ; conditionnement ; vente au détail et commercialisation ; environnements alimentaires ; comportement des consommateurs ; et pertes et gaspillages alimentaires.

25. Le document a été présenté en avant-première lors d'une manifestation officielle intitulée « Ensuring healthy diets for all in face of a Warming Planet: Challenges, Opportunities, and Solutions » (Garantir une alimentation saine pour tous face au réchauffement de la planète : défis, chances et solutions), organisée en marge de la COP27 (voir la section III.2.2).

3. Développement de la mobilisation du secteur privé au service de l'amélioration de la nutrition

26. Le secteur privé est un acteur majeur de la fourniture d'aliments sans danger pour la santé produits de manière durable au service d'une alimentation saine, ainsi que de nombreux autres produits et d'un grand nombre de pratiques et de services susceptibles de prévenir et de traiter la malnutrition sous toutes ses formes. Pour autant, certains acteurs du secteur privé continuent de se livrer à des pratiques nocives. La collaboration avec le secteur privé est donc essentielle pour améliorer la nutrition, mais les membres d'ONU-Nutrition et les États membres peuvent rencontrer des difficultés pour la mettre en œuvre en raison de divergences liées à leurs buts, leurs cultures de travail, leurs attentes et leur compréhension de la situation.

27. Les membres d'ONU-Nutrition partagent une même vision d'un monde sans malnutrition, où chacun jouit partout du droit à une alimentation suffisante, interdépendant et indissociable de tous les droits humains, aujourd'hui et à l'avenir. De par leurs mandats, leurs modalités opérationnelles et leurs modes opératoires respectifs, ils représentent, ensemble, une force qui peut concrétiser cette vision commune. Cependant, les différences liées aux opérations font qu'il est difficile de parvenir à une compréhension commune et d'adopter des pratiques homogènes pour collaborer avec le secteur privé.

28. En 2022, la FAO, l'AIEA, l'OMS, l'ONUDI, le PAM et l'UNICEF ont créé l'équipe spéciale d'ONU-Nutrition chargée de la mobilisation du secteur privé, afin qu'elle travaille à l'élaboration d'un livre blanc commun sur les principes à respecter

et les modalités recommandées en matière de collaboration avec le secteur privé dans le cadre des actions en faveur de la nutrition. Le document présentera les types de collaboration avec le secteur privé en faveur de la nutrition et leur justification, les critères définissant les meilleures pratiques en la matière ainsi que des exemples concrets et des outils d'évaluation des risques, en fonction des types de collaboration et de leur raison d'être, et devrait aussi aider les membres du Mouvement SUN à repérer et à gérer les conflits d'intérêts.

29. En 2022, l'équipe chargée de la mobilisation du secteur privé a dressé, avec l'appui du secrétariat d'ONU-Nutrition et sur la base de la documentation disponible, un inventaire des principes, des règles et des outils que les organismes membres utilisent pour s'acquitter de leur devoir de vigilance lorsqu'ils collaborent avec des entités du secteur privé dans le domaine de la nutrition. Les orientations et les critères définissant les meilleures pratiques seront élaborés au début de 2023.

4. Lutte contre la faim et la malnutrition ainsi que contre leurs facteurs déterminants lors des crises et dans les contextes fragiles

30. Dans la Stratégie d'ONU-Nutrition 2022-2030, il est indiqué qu'une approche cohérente de la nutrition doit englober la réduction des risques de catastrophe, les alertes précoces, la réponse humanitaire, le rétablissement, le développement à plus long terme et le renforcement de la résilience, et prévoir une collaboration avec toutes les parties intéressées par la nutrition dans le cadre du nexus action humanitaire-développement-paix.

31. En 2022, les membres d'ONU-Nutrition se sont réunis afin de trouver comment appuyer de manière homogène le renforcement des moyens dont les gouvernements disposent pour subvenir aux besoins nutritionnels dans les contextes fragiles, sans perdre de vue la nécessité de soutenir la transformation des systèmes alimentaires et une alimentation saine. Un groupe technique a été mis sur pied avec la participation de l'AIEA, de la FAO, du HCR, d'OCHA, de l'OMS, du PAM, de l'UNICEF et du Groupe Nutrition du Comité permanent interorganisations afin de déterminer la marche à suivre pour y parvenir dans la pratique dans des contextes de ce type.

32. Le groupe technique est convenu que l'action devait être axée sur les thèmes suivants : i) émaciation, retard de croissance et maladies non transmissibles ; ii) nexus action humanitaire-développement-paix et renforcement de la résilience ; et iii) collaboration, coordination et approche multisectorielle. Des messages clés ont ensuite été élaborés autour de la crise actuelle sans précédent et des mesures qu'elle appelle, à savoir : i) une accélération pour une mise en œuvre immédiate ; ii) une approche progressive ; et iii) la collaboration entre les organismes des Nations Unies et avec les partenaires.

33. Le groupe technique élabore actuellement une vision remodelée en vue d'assurer une coordination et un appui plus efficaces lors de la transition de l'action humanitaire vers le développement et inversement.

34. À l'avenir, ONU-Nutrition plaidera en faveur de la diffusion et de l'utilisation du Cadre commun d'analyse intersectorielle révisé¹¹, une nouvelle méthode d'analyse des multiples besoins des populations lors des crises. Pour la première fois, le cadre comprend des indicateurs de nutrition relatifs à la malnutrition aiguë globale et à la mortalité des enfants de moins de 5 ans pour aider à sensibiliser davantage à la nutrition au cours du cycle des programmes d'action humanitaire.

¹¹ www.jiaf.info/ (en anglais).

5. Accélération des actions menées en concertation pour atteindre les cibles mondiales de lutte contre la malnutrition adoptées par l'Assemblée mondiale de la Santé

35. Reconnaissant qu'il était nécessaire d'accélérer l'action mondiale pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, les États membres ont adopté il y a 10 ans la résolution 65.6 de l'Assemblée mondiale de la Santé, portant approbation d'un Plan d'application exhaustif concernant la nutrition chez la mère, le nourrisson et le jeune enfant¹². Ce plan fixe six cibles mondiales de nutrition à atteindre d'ici à 2025 : i) réduire de 40 pour cent le nombre d'enfants de moins de 5 ans présentant un retard de croissance ; ii) réduire de 50 pour cent l'anémie chez les femmes en âge de procréer ; iii) réduire de 30 pour cent l'insuffisance pondérale à la naissance ; iv) pas d'augmentation du pourcentage d'enfants en surcharge pondérale ; v) porter les taux d'allaitement exclusif au sein au cours des six premiers mois de la vie à au moins 50 pour cent ; et vi) réduire et maintenir au-dessous de 5 pour cent l'émaciation chez l'enfant. Malgré certaines avancées, au rythme actuel, ces objectifs ne seront toutefois pas atteints d'ici à 2025.

36. À travers ce domaine prioritaire de collaboration, les membres d'ONU-Nutrition recherchent des points d'ancrage et les possibilités qui s'offrent à eux pour appuyer dans les pays une mise en œuvre coordonnée d'actions relatives aux cibles mondiales de nutrition et aux engagements pris en la matière au Sommet Nutrition pour la croissance qui s'est tenu à Tokyo en décembre 2021.

37. Pour soutenir ses membres, ONU-Nutrition a, par l'intermédiaire de son secrétariat, participé au groupe chargé de la communication mis en place lors du Sommet de Tokyo, aidé à organiser une série de webinaires en décembre 2022 et participé aux activités de célébration du premier anniversaire du Sommet. Dans le cadre de cet anniversaire, le secrétariat s'est concerté avec des organismes des Nations Unies pour regrouper et présenter les contributions d'ONU-Nutrition aux progrès accomplis dans la suite donnée aux engagements pris lors du Sommet, notamment au moyen de déclarations en vidéo faites par plusieurs membres ainsi que par la Secrétaire exécutive d'ONU-Nutrition.

38. Cet axe de travail prioritaire sous-tend l'objectif le plus urgent d'ONU-Nutrition, à savoir faciliter la coordination des organismes des Nations Unies dans les pays, car l'appui fourni aux pays – en particulier la note d'orientation relative aux plans-cadres de coopération et les actions entreprises dans le cadre du projet de partenariat d'Irish Aid – comprend systématiquement des discussions sur l'intégration des cibles mondiales de nutrition dans les initiatives menées par les pays.

III. Participation des membres d'ONU-Nutrition aux principaux processus et événements mondiaux et régionaux organisés en 2022

39. Les membres d'ONU-Nutrition se sont engagés ensemble à accélérer les progrès accomplis sur la voie de l'éradication de toutes les formes de malnutrition, en considérant les activités conjointes de sensibilisation, de coordination et de programmation menées pour améliorer la nutrition dans tout le système des Nations Unies comme un élément indispensable pour harmoniser les politiques et obtenir des résultats homogènes au niveau des pays.

¹² https://apps.who.int/nutrition/topics/WHA65.6_resolution_fr.pdf.

1. Collaboration régionale : l'Année de la nutrition de l'Union africaine

40. Le thème retenu pour l'Année de la nutrition de l'Union africaine 2022 visait à obtenir un engagement politique plus fort et davantage d'investissements en faveur de la nutrition et à relever les défis actuels qui se posent dans ce domaine sur le continent, en renforçant la mise en œuvre de la législation de l'UA et des pays et en utilisant des instruments de financement destinés à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

41. Avec l'appui du secrétariat, les membres d'ONU-Nutrition ont mis en place une équipe spéciale technique, composée de représentants mondiaux et régionaux, pour planifier et mener des actions conjointes. Cette équipe a élaboré des messages communs, organisé des initiatives de sensibilisation et proposé des contributions collectives au plan d'action de l'UA qui doit être présenté au Sommet des chefs d'État de l'UA en février 2023. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a également participé à des travaux techniques connexes, consacrés notamment aux investissements et à la communication en matière de nutrition.

42. Il convient de noter la manifestation organisée au cours de la 50^e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), intitulée « Healthy diets from sustainable food systems: The foundation for human, social and economic capital development in Africa » (Une alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables : fondement du développement du capital humain, social et économique en Afrique). Cette manifestation était coorganisée par la Commission de l'Union africaine, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) qui relève de l'Agence de développement de l'Union africaine, la Suisse, des membres d'ONU-Nutrition, la FAO, le PAM et l'OMS ainsi que d'autres partenaires de la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables. Elle a encouragé les échanges et renforcé le discours sur la nécessité et le potentiel de la transformation globale des systèmes alimentaires au service d'une amélioration de la nutrition en Afrique. En outre, une réunion de haut niveau de l'UA consacrée principalement à la nutrition et à la sécurité alimentaire s'est tenue en Côte d'Ivoire en décembre 2022. Y ont assisté des chefs d'États, des ministres, des défenseurs de la nutrition et d'autres parties prenantes, dont des membres d'ONU-Nutrition, qui ont parlé d'une seule voix pour faire de la nutrition non pas uniquement la cause d'une année, mais une question qui mérite et appelle des investissements et des actions à long terme. La réunion a débouché sur la Déclaration d'Abidjan¹³, qui appelait également à prolonger l'Année africaine de la nutrition compte tenu de la persistance des multiples défis auxquels le continent devait faire face dans les domaines de la nutrition et de la sécurité alimentaire. La Côte d'Ivoire a présenté la déclaration pour approbation au Sommet des chefs d'État de l'Union africaine qui s'est déroulé en février 2023.

43. La Stratégie d'ONU-Nutrition 2022-2030 a été présentée officiellement en marge de la commémoration de la 13^e Journée africaine pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à Addis Abeba, le 31 octobre 2022. La cérémonie était intitulée « On the road to 2030: Putting the UN-Nutrition Strategy into practice during the age of intersecting crises » (En route vers 2030 : mettre la Stratégie d'ONU-Nutrition en pratique à l'ère des crises croisées), ce qui suggère que l'accent était mis sur l'adoption d'une démarche axée sur les opérations¹⁴. La Vice-Secrétaire générale de l'ONU et la Présidente du Conseil économique et social ont prononcé des déclarations avant la manifestation, et la cérémonie de lancement s'est déroulée en présence de représentants régionaux et mondiaux d'ONU-Nutrition ainsi que du Coordonnateur

¹³ www.afdb.org/sites/default/files/news_documents/declaration_final_dabidjan-francais.pdf.

¹⁴ www.unnutrition.org/news/launch-of-the-un-nutrition-strategy-2022-2030/ (en anglais).

résident des Nations Unies à Madagascar, des responsables nationaux du Mouvement SUN en Côte d'Ivoire et au Kenya et de représentants du NEPAD. La prochaine étape, en 2023, consistera à organiser des webinaires régionaux pour mettre en œuvre la Stratégie d'ONU-Nutrition en dehors de l'Afrique.

2. Participation aux principaux événements et processus organisés à l'échelle mondiale

44. Sur le plan mondial, l'année 2022 a offert plusieurs occasions de sensibiliser aux défis environnementaux mondiaux actuels et à leurs interconnexions avec l'alimentation, la nutrition et la santé. Certains grands événements ont servi à plaider en faveur de responsabilités intergénérationnelles et de la nécessité d'agir rapidement pour améliorer la relation entre les êtres humains et la nature et promouvoir un avenir durable.

2.1 Stockholm+50

45. En juin 2022, la Suède et le Kenya ont accueilli une réunion intitulée « Stockholm+50 : une planète saine pour la prospérité de toutes et de tous – notre responsabilité, notre chance ». La réunion s'est déroulée 50 ans après la Conférence des Nations Unies qui avait eu lieu en 1972 à Stockholm, au cours de laquelle les liens entre l'environnement et la pauvreté avaient été intégrés au programme d'action mondial pour la première fois.

46. ONU-Nutrition était présent à la réunion Stockholm+50, ce qui souligne qu'il est important de s'assurer que l'alimentation saine issue de systèmes alimentaires durables fait partie de la solution. Les membres d'ONU-Nutrition se sont mis d'accord sur un ensemble de messages clés, qu'ils ont communiqués à plusieurs occasions pendant la réunion. La Présidente d'ONU-Nutrition a participé au dialogue en cascade 1 intitulé « Réflexion sur l'urgence d'agir pour une planète saine et la prospérité de tous », au cours duquel elle a insisté sur ces messages communs. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a coorganisé une réunion consacrée à la nutrition et à l'alimentation dans le cadre d'une manifestation d'une journée intitulée « Appetites for Change: The power of food » (Faim de changement : le pouvoir de la nourriture)¹⁵ organisée par le programme pour des systèmes alimentaires durables du réseau One Planet, en collaboration avec d'autres partenaires. Des intervenants de pays chefs de file tels que le Costa Rica et le Danemark ont présenté des exemples de solutions systémiques réussies mises en place pour relier la nutrition et l'alimentation à d'autres objectifs mondiaux, comme la biodiversité, l'utilisation des terres et le climat, dans l'intérêt de la santé humaine, de la santé de planète et des moyens d'existence.

2.2 Vingt-septième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP27)

47. La COP27 s'est déroulée à Charm el-Cheikh en 2022, sous la présidence du Gouvernement égyptien. ONU-Nutrition (membres et secrétariat) a participé activement aux débats et donné plus d'écho aux grands messages élaborés en commun afin de sensibiliser davantage aux interconnexions entre l'alimentation, la nutrition et le changement climatique.

48. L'OMS, la FAO et d'autres membres d'ONU-Nutrition se sont beaucoup investis, avec l'appui du secrétariat d'ONU-Nutrition, dans l'initiative multisectorielle et multipartite I-CAN, conçue et lancée sous la direction du Gouvernement égyptien (voir la section II.2). L'initiative sera mise en œuvre avec le soutien de membres d'ONU-Nutrition dans le cadre des piliers d'action recouvrant

¹⁵ www.oneplanetnetwork.org/opnforum2022/agenda/eat (en anglais).

les domaines suivants : mise en œuvre, action et appui, renforcement des capacités, transfert des données et des connaissances, politique et stratégie, et investissement.

49. Avec le concours du secrétariat d'ONU-Nutrition, le PNUE a joué un rôle moteur dans l'organisation de la manifestation officielle intitulée « Ensuring healthy diets for all in face of a Warming Planet: Challenges, Opportunities, and Solutions: Enhancing knowledge, inclusion & enablers for action » (Garantir une alimentation saine pour tous face au réchauffement de la planète : défis, chances et solutions – Renforcer les connaissances, l'inclusion et les leviers d'action)¹⁶, qui s'est déroulée en marge de la COP27. Cette manifestation a été organisée en partenariat avec le Costa Rica, la Suisse, Chatham House, The Natural Step Israel, Life and Environment, l'organisation Cités et gouvernements locaux unis et le réseau ICLEI – Local Governments for Sustainability¹⁷. Le document de travail intitulé *Nutrition and the Environment : Nurturing People, Protecting the Planet* a été présenté en avant-première à cette occasion⁶.

50. ONU-Nutrition a également coorganisé une autre manifestation intitulée « Integrating nutrition and food security in nationally determined contributions » (Intégration de la nutrition et de la sécurité alimentaire dans les contributions déterminées au niveau national), qui s'est déroulée dans le Pavillon de la santé de l'OMS en marge de la COP27, manifestation au cours de laquelle l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires est intervenu en qualité d'orateur principal et où ont pris la parole en qualité d'invités des représentants du FIDA, de l'OMS, de l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine (Université des Nations Unies) et du Ministère de la santé israélien. En outre, des représentants d'ONU-Nutrition se sont exprimés lors d'importantes manifestations parallèles organisées par des partenaires du secteur des entreprises : « Climate-smart gender equitable initiatives in small-scale aquatic food systems for sustainable healthy diets » (Initiatives intelligentes face au climat et équitables menées dans les petits systèmes alimentaires aquatiques au service d'une alimentation durable) au pavillon de la FAO¹⁸ ; « Quality, not just quantity: Addressing “hidden hunger” on a warming planet » (De la qualité, et non uniquement de la quantité : lutter contre la «faim cachée» sur une planète qui se réchauffe) au Pavillon des entreprises¹⁹ ; et « Measuring progress on adaptation and mitigation of women in agriculture: What does it take? » (Mesurer les progrès accomplis en matière d'adaptation et d'atténuation pour les femmes travaillant dans l'agriculture : que faut-il faire pour y parvenir ?), manifestation coorganisée par la Gender, Climate and Nutrition Integration Initiative et le Système CGIAR.

51. L'année 2022 s'est terminée par la 15^e session de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15 – partie 2), qui s'est déroulée à Montréal (Canada). Les participants y ont approuvé et adopté le cadre de la biodiversité, un nouvel ensemble d'objectifs à l'horizon 2030 visant à guider l'action mondiale destinée à stopper et à inverser le processus d'appauvrissement de la nature. Le secrétariat d'ONU-Nutrition possède un statut d'observateur auprès de la Convention par l'intermédiaire de sa Présidente. Les membres d'ONU-Nutrition, en particulier le PNUE, la FAO et le FIDA, ont participé activement à la COP15, avec des déclarations cohérentes sur la nutrition qui avaient pour fondement les messages clés qu'ils avaient élaborés en commun sur la nutrition et l'environnement.

¹⁶ www.unep.org/events/conference/ensuring-healthy-diets-all-face-warming-planet-challenges-opportunities-and (en anglais).

¹⁷ www.youtube.com/live/RdOIVN1CAwY?feature=share&t=14124 (en anglais).

¹⁸ <https://cop27foodpavilion.cgiar.org/programme/climate-smart-initiatives-in-small-scale-aquatic-food-systems-for-sustainable-healthy-diets/>.

¹⁹ <https://vimeo.com/showcase/9931881/video/770181399>.

IV. Autres grandes actions menées par les membres d'ONU-Nutrition en 2022

52. Parallèlement à leurs activités collectives, les membres d'ONU-Nutrition ont continué d'apporter des contributions individuelles notables à l'amélioration de l'alimentation et de la nutrition en 2022, dans le cadre de leurs mandats et capacités respectifs. Les principales contributions relatives à la nutrition apportées par six des membres du Comité directeur d'ONU-Nutrition sont mises en lumière ci-après. Les contributions du PNUE – le septième membre du Comité directeur – ont été mentionnées dans les sections précédentes du présent rapport.

FAO

53. S'inspirant du document intitulé « Vision et stratégie relatives aux activités de la FAO en matière de nutrition » (2021-2025)²⁰, adopté par ses États membres, l'Organisation a continué d'aider ces derniers à s'attaquer à la malnutrition sous toutes ses formes en 2022, accélérant la mise en place de politiques et d'actions à fort impact dans les systèmes agroalimentaires afin de permettre l'accès de tous à une alimentation saine.

54. Dans 110 pays, la FAO a contribué à la génération, à la compilation, à la compréhension et à l'utilisation de données et d'indicateurs sur l'alimentation, la composition et la sécurité sanitaire des aliments, la sécurité alimentaire, et les systèmes agroalimentaires. L'appui que l'Organisation a apporté à 103 pays a directement permis d'intégrer des données et des études relatives à l'alimentation et à la nutrition dans les analyses communes de pays des Nations Unies. Fin 2022, l'outil de données FAO/OMS sur la consommation alimentaire individuelle mondiale mettait à disposition des informations quantitatives individuelles issues de 241 enquêtes avec, pour 36 d'entre elles, des ensembles de données complets téléchargeables.

55. La FAO a organisé plus de 520 dialogues nationaux dans 101 pays pour aborder les questions de la cohérence des politiques et des arbitrages entre les politiques et les mesures adoptées dans les systèmes alimentaires en vue de favoriser une alimentation saine. Au niveau mondial, la FAO a coorganisé l'initiative de suivi de l'alimentation saine, en collaboration avec l'OMS et l'UNICEF et avec l'appui de la Fondation Rockefeller, afin de permettre un suivi à l'échelle nationale et mondiale de la qualité de l'alimentation sur le plan sanitaire et d'éclairer ainsi les politiques et les programmes dans un large éventail de secteurs.

56. La FAO a apporté à 106 pays une aide à l'élaboration des lois, des normes et des politiques ainsi qu'une assistance technique. Dans 56 pays, par exemple, elle a appuyé l'élaboration et la mise en œuvre de recommandations alimentaires et a en outre travaillé à une méthode visant à actualiser ces dernières à l'aide d'une approche axée sur les systèmes alimentaires et en tenant compte des questions de durabilité. La FAO s'est associée avec Agreenium pour proposer un cours en ligne ouvert à tous sur la nutrition et les systèmes alimentaires²¹ et a continué de renforcer les capacités de professionnels dans le monde entier, en prêtant une attention particulière à l'efficacité de l'éducation nutritionnelle en Afrique subsaharienne.

57. Conformément au plan d'action mondial des Nations Unies contre l'émaciation des enfants de 2019 et à l'Appel à l'action de 2023, la FAO a dévoilé le plan d'action

²⁰ www.fao.org/3/ne853fr/ne853fr.pdf.

²¹ www.unescap.org/events/2022/massive-open-online-course-mooc-nutrition-and-food-systems-learn-about-pathways (en anglais).

pour la prévention de l'émaciation des enfants (2023-2024)²² afin d'améliorer les disponibilités en aliments propices à une alimentation saine ainsi que l'accessibilité physique et économique de ces denrées, et de renforcer la résilience des ménages.

AIEA

58. L'AIEA est un organisme spécialisé qui promeut l'utilisation des techniques nucléaires pour les évaluations nutritionnelles. En 2022, l'Agence a continué d'appuyer des activités portant sur l'évaluation de la qualité des protéines. La FAO et l'AIEA ont organisé en octobre 2022 à Vienne, une réunion technique au cours de laquelle les participants ont adopté un cadre pour l'élaboration d'une base de données sur les protéines et la voie à suivre en matière d'examen des besoins en protéines. Compte tenu de la rareté des données sur la qualité des protéines dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, les participants à la réunion technique ont recommandé de mobiliser des ressources pour renforcer la collecte d'informations et diversifier la base de données, en y intégrant des données relatives à l'alimentation climato-intelligente. Un nouveau projet régional de l'AIEA mené au titre du Programme de coopération technique appuie des techniques faisant appel à des isotopes stables pour évaluer la qualité des protéines apportées par des sources d'aliments durables dans 16 pays asiatiques.

59. L'AIEA a en outre mis en place un master en nutrition humaine appliquée et en techniques nucléaires pour l'Afrique, harmonisé au niveau de la région. Première formation de ce type, elle a été approuvée par la North-West University en Afrique du Sud et l'Université Internationale de Rabat au Maroc, et son approbation est en cours au Ghana et au Sénégal.

60. Deux nouveaux projets de recherche coordonnée ont été entrepris, le premier pour générer des données sur l'équilibre énergétique chez les adolescents et les personnes âgées, et le deuxième pour évaluer l'incidence de l'inflammation sur l'absorption et la perte de fer à long terme, eu égard aux besoins en fer que doit couvrir l'alimentation.

61. L'AIEA a également mis en place en 2022 une nouvelle base de données sur les apports en lait maternel des nourrissons allaités. Cette base aidera à traiter des questions pertinentes au niveau mondial sur les apports en lait maternel, l'allaitement maternel exclusif et les pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants de manière plus générale.

FIDA

62. En 2022, en approuvant neuf nouveaux projets tenant compte des enjeux nutritionnels, le FIDA a atteint son objectif institutionnel de 100 pour cent de programmes d'options stratégiques pour les pays intégrant ces enjeux²³. Ces nouveaux projets sont venus s'ajouter aux 106 projets tenant compte de la nutrition actuellement mis en œuvre par le Fonds dans 61 pays, lesquels apportent un appui nutritionnel à 1,4 million de personnes au total.

63. La COP27 s'est révélée être une plateforme importante pour le FIDA, qui s'est saisi de cette occasion pour promouvoir le rôle des petits producteurs dans

²² www.fao.org/documents/card/en/c/cc3050en (en anglais).

²³ La réalisation de la cible de 60 pour cent de nouveaux projets tenant compte des enjeux nutritionnels définie pour la 12^e reconstitution des ressources du FIDA (2022-2024) est en bonne voie.

l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets et la mise en place de systèmes alimentaires résilients. Le FIDA s'est également illustré lors de la COP15 en organisant deux manifestations parallèles et en apportant des contributions et son soutien à l'Initiative d'Abidjan²⁴. Le FIDA a poursuivi sa participation à l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies avec l'organisation de trois manifestations parallèles²⁵ consacrées aux systèmes alimentaires des peuples autochtones. Le Fonds a également annoncé le sixième appel à propositions du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones, consacré à la mise en service d'un outil innovant en faveur de systèmes alimentaires durables et résilients qui améliorent la nutrition de ces populations.

64. Le FIDA et la Banque mondiale ont continué de codiriger le programme de financement de la transformation des systèmes alimentaires à l'appui du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et des coalitions placées sous la direction de celui-ci.

65. En 2022, le FIDA a entrepris une étude sur le surpoids et l'obésité dans les pays à revenu faible ou intermédiaire afin de repérer les possibilités d'investissements qu'il pourrait exploiter pour enrayer l'obésité. Il a en outre publié une série de rapports sur ses activités et ses investissements liés au climat qui ont eu des retombées positives sur la nutrition, la réduction de la pauvreté et l'environnement.

UNICEF

66. En 2022, l'UNICEF s'est inspirée de sa Stratégie pour la nutrition 2020-2030 pour continuer à piloter l'action mondiale en faveur de l'amélioration des politiques, des stratégies et des programmes visant à éradiquer toutes les formes de malnutrition chez les enfants, les adolescents et les femmes. Le Fonds est venu en aide à plus de 477,5 millions d'enfants, d'adolescents et de femmes dans le monde en leur fournissant des services de prévention et de traitement de la malnutrition. De plus, quelque 182,5 millions d'enfants ont passé un examen de dépistage de l'émaciation : 175,2 millions d'entre eux ont bénéficié de services de protection et de prévention et 7,3 millions ont reçu un traitement vital et des soins contre l'émaciation sévère, notamment lors de crises humanitaires et dans des contextes fragiles.

67. Par ailleurs, alors que les effets conjugués de la pauvreté, des conflits et du changement climatique précipitaient la planète dans une crise alimentaire et nutritionnelle mondiale, l'UNICEF a mis sur pied une opération d'atténuation sans précédent – le plan d'accélération 2022-2033 « No Time to Waste » (Pas de temps à perdre)²⁶ – afin de mobiliser 1,2 milliard de dollars des États-Unis et de venir en aide à plus de 26 millions d'enfants et de femmes au moyen d'un ensemble de mesures essentielles de nutrition maternelle et infantile et de protection sociale axées sur la prévention, la détection et le traitement rapides de l'émaciation chez les enfants dans les 15 pays les plus touchés.

68. L'un des jalons importants de la direction éclairée de l'UNICEF en matière de nutrition maternelle et infantile en 2022 a été la publication *Child Food Poverty: A Nutrition Crisis in Early Childhood* (Pauvreté alimentaire des enfants : la crise nutritionnelle de la petite enfance), qui a donné l'alerte au sujet de la pauvreté alimentaire des enfants dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, soulignant que

²⁴ Cette initiative multipartenaires prévue sur cinq ans visait à assurer la viabilité écologique des chaînes de valeur alimentaires afin de lutter contre la désertification et ses conséquences.

²⁵ <https://www.ifad.org/fr/web/latest/-/le-fida-a-l-instance-permanente-sur-les-questions-autochtones-nations-unies>.

²⁶ www.unicef.org/documents/NTTW-acceleration-plan-2022 (en anglais).

202 millions d'enfants vivaient dans une pauvreté alimentaire grave dès la petite enfance. L'UNICEF a publié des directives de programmation sur la nutrition maternelle, qui comprennent notamment l'augmentation de la supplémentation en divers micronutriments lors de la grossesse et la prévention du surpoids et de l'obésité chez les enfants et les adolescents.

69. Pour l'Année de la nutrition de l'Union africaine, l'UNICEF a publié un rapport intitulé *Good Nutrition, Bright Futures: Towards an Africa without Malnutrition by 2030* (Une bonne nutrition pour un avenir radieux : vers une Afrique libérée de la malnutrition en 2030), qui dépeint la situation nutritionnelle des enfants en Afrique et adresse aux dirigeants nationaux et internationaux un appel pressant à accélérer les progrès au regard des objectifs fixés pour 2030 en matière de nutrition pour les enfants et les femmes du continent.

PAM

70. Le PAM a encore élargi son rayon d'action mondial en 2022²⁷ et est venu en aide à 28 millions de personnes dans 49 pays : 13,6 millions d'entre elles ont bénéficié de programmes de prévention de la malnutrition et 14,3 millions de programmes de traitement de la malnutrition, soit une augmentation de 19 pour cent par rapport à l'année précédente²⁸.

71. En 2022, le PAM a distribué des aliments de base enrichis – farine de maïs, farine de blé, riz, huile et sel iodé, par exemple – dans 64 pays²⁹. Grâce à ses analyses visant à combler les déficits en nutriments³⁰, il a aussi aidé 14 pays à prendre les dispositions nécessaires pour que les systèmes alimentaires garantissent une alimentation plus saine et une meilleure nutrition. Ces résultats constituent des progrès importants au regard des engagements en faveur de la nutrition annoncés lors du sommet Nutrition pour la croissance 2021 à Tokyo³¹.

72. Par ailleurs, le PAM a activement soutenu plusieurs coalitions mises en place dans le contexte du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, notamment la Coalition pour les repas scolaires et la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables. Le PAM a également apporté un appui notable au déroulement de l'Année africaine de la nutrition 2022, et aidé ainsi à stimuler la dynamique engagée, notamment en matière de coordination, d'impact et de responsabilité, sur l'ensemble du continent.

²⁷ En 2021, 23,5 millions de personnes – principalement des enfants ainsi que des filles et des femmes enceintes ou allaitantes – vivant dans 51 pays, soit 36 pour cent de plus qu'en 2020, avaient bénéficié des programmes de traitement ou de prévention de la malnutrition mis en place par le PAM.

²⁸ Ces chiffres sont des estimations réalisées à partir des données trimestrielles (les données de novembre 2022 sont disponibles sur le [tableau de bord du PAM](#)). Les chiffres définitifs validés seront communiqués dans le Rapport annuel sur les résultats du PAM 2022.

²⁹ Les chiffres définitifs validés sur les distributions de produits de base seront communiqués dans le Rapport annuel sur les résultats du PAM 2022.

³⁰ En 2022, le PAM a mené à bien des analyses visant à combler les déficits en nutriments en collaboration avec huit gouvernements. Des analyses ont également débuté dans six autres pays, et devraient s'achever en 2023.

³¹ <https://globalnutritionreport.org/resources/naf/tracker/org/united-nations-world-food-programme-wfp/> (en anglais).

OMS

73. En 2022, l'OMS a présenté officiellement la version actualisée de sa Stratégie mondiale pour la sécurité sanitaire des aliments, qui vise à guider et à appuyer les États membres dans leurs initiatives de réduction de la charge de morbidité imputable aux maladies d'origine alimentaire.

74. L'obésité chez l'adulte continue d'augmenter dans le monde entier. Le plan d'accélération mondial destiné à enrayer l'obésité a été élaboré et approuvé à la 75^e Assemblée mondiale de la Santé³², et 28 États membres se sont déjà engagés à le mettre en œuvre.

75. Parallèlement, l'OMS a constaté une hausse encourageante de 10 points de pourcentage des taux d'allaitement exclusif entre 2012 et 2022. En 2022, l'Organisation a attiré dans plusieurs rapports l'attention sur les techniques commerciales abusives relatives aux préparations pour nourrissons et mené en parallèle des activités sur les réseaux sociaux et des webinaires.

76. L'OMS a en outre créé un portail de données sur la nutrition, désormais en ligne³³, qui regroupe les bases de données mondiales sur la malnutrition infantile et les micronutriments et le Système d'information sur le paysage nutritionnel.

77. L'OMS favorise l'accès à une bonne nutrition en formulant des recommandations en matière d'alimentation saine et d'environnements alimentaires sains, telles que les récentes directives sur les glucides, les apports en graisses alimentaires³⁴, les politiques de protection des enfants contre les effets néfastes des techniques commerciales relatives aux produits alimentaires et les mesures budgétaires destinées à encourager une alimentation saine. Toutes ces directives sont aux derniers stades de leur élaboration, et la plupart ont déjà été approuvées par le Comité de révision des directives de l'OMS.

78. L'OMS a été un partenaire essentiel de la présidence égyptienne lors du lancement de l'initiative I-CAN et a appuyé, aux côtés des parties prenantes, la mise en place de la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables – deux initiatives notables déjà évoquées dans le présent rapport.

V. Mesures de gouvernance prises par le secrétariat d'ONU-Nutrition

79. La Stratégie d'ONU-Nutrition 2022-2030 définit les trois principales fonctions du secrétariat : 1) appuyer la création d'un environnement propice à la coordination des organismes des Nations Unies au niveau national ; 2) coordonner l'action mondiale et les concertations entre les organismes des Nations Unies ; et 3) faciliter la mise en œuvre des priorités stratégiques d'ONU-Nutrition.

80. Durant toute l'année 2022, le secrétariat d'ONU-Nutrition s'est acquitté de ces fonctions en assumant un rôle de gouvernance et en facilitant le rassemblement des membres tous les trois mois, leur participation aux différents axes de travail et l'organisation des réunions mensuelles du Comité directeur. Il a également communiqué des informations, facilité les flux et échanges de connaissances et mené

³² https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75_10Add6-fr.pdf.

³³ <https://platform.who.int/nutrition/nutrition-portals> (en anglais).

³⁴ À savoir les apports totaux en matières grasses totales, en acides gras saturés, en acides gras trans et en acides gras polyinsaturés.

des activités de sensibilisation en diverses occasions et lors de différentes manifestations.

81. Ce travail de gouvernance a également consisté à entretenir des dialogues stratégiques en faveur de l'amélioration de la nutrition en participant à différentes instances, notamment le CSA, l'Assemblée mondiale de la Santé, le forum politique de haut niveau pour le développement durable, le programme pour des systèmes alimentaires durables du réseau One Planet et l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles.

82. Au sein de cette dernière, les membres et le secrétariat d'ONU-Nutrition ont participé au groupe de travail technique sur la nutrition³⁵ et attiré l'attention, lors des 18^e et 19^e sessions plénières de l'Équipe spéciale (mars et novembre 2022), sur le fait que l'amélioration de la nutrition contribue à prévenir les maladies non transmissibles. Pour aider à combler les déficits de financement, deux membres d'ONU-Nutrition – le PNUD et l'OMS – ont élaboré, avec l'appui du secrétariat, un cadre pour l'établissement de dossiers d'investissement par pays sur les maladies non transmissibles, lequel intègre les résultats nutritionnels dans une analyse coûts-avantages. Un rapport préliminaire sur la méthode et l'étude pilote au Zimbabwe ont été diffusés par différents canaux, notamment lors du 22^e Congrès international de la nutrition de l'Union internationale des sciences de la nutrition, tenu à Tokyo en décembre 2022.

83. Le secrétariat a poursuivi sa participation au CSA tout au long de l'année 2022. Il a assisté aux réunions du groupe restreint chargé des Directives volontaires sur les systèmes alimentaires et la nutrition, ainsi qu'aux réunions conjointes du Bureau et du Groupe consultatif du CSA. Le CSA a tenu sa 50^e session en octobre 2022. Les membres et le secrétariat d'ONU-Nutrition y ont participé, notamment en organisant la manifestation parallèle axée sur l'Afrique (voir la section III.1).

84. Trois membres d'ONU-Nutrition, à savoir la FAO, le FIDA et le PNUE, ont pris part au comité consultatif multipartite sur le programme pour des systèmes alimentaires durables du réseau One Planet, tandis que le secrétariat d'ONU-Nutrition y a assisté en qualité d'observateur. Les membres et le secrétariat d'ONU-Nutrition ont également participé au comité de coordination de la quatrième conférence mondiale de ce programme ; prévue en avril 2023 à Hanoï, cette conférence contribuera à la réunion de bilan de 2023 sur les progrès accomplis après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires de 2021. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a élaboré un questionnaire en ligne à l'appui de la conférence afin de faciliter le processus d'autoréflexion des coalitions du Sommet sur les systèmes alimentaires et le recensement des activités prévues au regard d'un cadre pour des systèmes alimentaires durables. Les coalitions présenteront leurs conclusions lors d'une session sur le renforcement de l'écosystème d'appui, avec la participation des membres d'ONU-Nutrition.

85. Tout au long de 2022, le secrétariat d'ONU-Nutrition a également mené diverses activités de gestion des connaissances, de sensibilisation et de communication, composantes essentielles de sa fonction de gouvernance. Ces activités forment le socle et l'ossature des cinq axes de travail prioritaires d'ONU-Nutrition.

³⁵ Le groupe de travail technique sur la nutrition est convoqué par le secrétariat d'ONU-Nutrition.

Gestion des connaissances

86. Le tout premier volume du *UN-Nutrition Journal*, revue consacrée à la transformation de la nutrition, a été publié en novembre 2022 et doit aider à faire face aux enjeux stratégiques et émergents en matière de nutrition³⁶.

87. Comme tous les produits d'ONU-Nutrition axés sur les connaissances, cette revue a bénéficié des atouts et des avantages comparatifs des membres, qui font partie de son comité de rédaction.

88. Le thème de la « transformation de la nutrition » est à la croisée des domaines de collaboration définis dans la Stratégie d'ONU-Nutrition 2022-2030. Les chercheurs, les décideurs publics, les responsables de la mise en œuvre des programmes et le personnel des organismes des Nations Unies ont partagé des recherches inédites, de nouveaux outils mondiaux ou axés sur des pays en particulier, des idées et des mécanismes novateurs, ainsi que des éclairages au niveau mondial ou national sur la manière d'opérer la transformation de la nutrition. La prise en compte des interconnexions entre nutrition et environnement est mise en avant comme étant une approche essentielle porteuse de transformation.

89. Le premier volume du *UN-Nutrition Journal* appelle avec force à une « Unité d'action des Nations Unies pour la nutrition » afin d'aider les pays à opérer une transformation effective et positive dans ce domaine.

90. Par ailleurs, le secrétariat d'ONU-Nutrition a poursuivi pendant toute l'année 2022 son appui à deux communautés de pratique de durée limitée : sur la nutrition scolaire, d'une part, et sur la nutrition, les droits humains et le droit, d'autre part. Les deux sont des plateformes de collaboration entre pairs intéressantes pour maintenir la nutrition parmi ces grandes priorités.

91. Le secrétariat d'ONU-Nutrition a en outre participé activement à la Coalition pour les repas scolaires, en appuyant la mise en place de la plateforme mondiale de l'alimentation scolaire et en intervenant lors d'une manifestation parallèle consacrée aux « Directives et normes nutritionnelles à l'appui d'une alimentation saine et du droit à l'alimentation des enfants d'âge scolaire et des adolescents » durant la Semaine de la Coalition pour les repas scolaires, en octobre.

92. Par ailleurs, le secrétariat d'ONU-Nutrition a assisté au pré-sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation tenu à Paris en juin afin de sensibiliser à l'importance des activités en faveur de l'alimentation scolaire et de la nutrition, et notamment des repas scolaires durables, pour la concrétisation des ODD.

Sensibilisation et communication

93. L'une des principales activités de communication en 2022 a été la mise en route de la Stratégie d'ONU-Nutrition 2022-2030 à Addis-Abeba (voir la section II.7). La stratégie est disponible dans toutes les langues officielles des Nations Unies et a été intégrée dans le numéro de novembre du Bulletin du Mouvement SUN.

94. Le premier bulletin d'information *UN-Nutrition Newsletter* de 2022 a été publié en septembre³⁷, et la conception du site web d'ONU-Nutrition a également bien avancé. Sa mise en service est prévue pour le début de 2023.

95. Le secrétariat s'est saisi de plusieurs occasions de mener des activités de sensibilisation, d'organiser des manifestations et de renforcer les capacités, notamment : i) le Healthy Oceans Tech and Finance Forum de la Banque asiatique de

³⁶ www.fao.org/documents/card/en/c/cc2805en (en anglais).

³⁷ <https://us14.campaign-archive.com/?u=29563f1fe06cff1ab8137ee56&id=2ac1c19793> (en anglais).

développement, en janvier 2022, lors de la session 4.2 consacrée aux consommateurs et à l'accroissement des avantages des produits alimentaires aquatiques pour une alimentation saine et nutritive ; ii) la manifestation parallèle « Working together in 2022 towards realizing food and nutrition commitments » (Travailler ensemble en 2022 pour tenir les engagements en matière d'alimentation et de nutrition) organisée à l'occasion de la 60^e session de la Commission du développement social ; iii) le Consumers International Food Member Connect, en février ; iv) la discussion informelle de l'Agriculture, Nutrition and Health Academy sur le thème «Commercial determinants of nutrition: what can we learn from the Latin American Experience?» (Facteurs commerciaux déterminants en matière de nutrition : que pouvons-nous déduire de l'expérience de l'Amérique latine ?), en juin ; v) la 23^e réunion annuelle du Forum mondial sur la nutrition de l'enfant, tenue au Bénin en octobre ; et vi) diverses sessions du 22^e Congrès international de la nutrition de l'Union internationale des sciences de la nutrition, tenu à Tokyo en décembre.

VI. Conclusions

96. En 2022, ONU-Nutrition a continué de jouer son rôle de mécanisme des Nations Unies chargé de rassembler les forces collectives et d'offrir une direction éclairée à ses organismes membres à l'appui des activités relatives à la nutrition menées par les États membres.

97. Conformément aux objectifs énoncés dans sa stratégie pour 2022-2030, son plan de travail biennal et son budget annuel, ONU-Nutrition a mené ses activités avec la souplesse et la rapidité nécessaires pour faire face à la situation politique, environnementale et économique en constante évolution et à ses répercussions sur la nutrition des populations et sur la planète.

98. Il reste trois ans avant que la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025) s'achève, et les membres d'ONU-Nutrition continueront de collaborer en 2023 en se concentrant sur les cinq priorités soulignées dans le présent rapport et en mettant un accent particulier sur deux objectifs : 1) faire avancer le programme d'action commun relatif à l'alimentation et à la nutrition à la COP28 ; et 2) apporter un appui collectif aux activités menées pour donner suite au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en commençant par la première réunion de bilan, qui se tiendra du 24 au 26 juillet. Cette réunion de bilan offrira une occasion précieuse de revoir les engagements pris durant le Sommet sur les systèmes alimentaires, de repérer les premiers signes d'une transformation des systèmes alimentaires et de renforcer l'action conjointe des Nations Unies pour faire en sorte que des aliments sains issus de systèmes alimentaires durables soient disponibles, abordables et voulus par tous.

99. Les pays ne pourront pas atteindre les objectifs et les cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en maintenant le statu quo. Des mesures porteuses de transformation sont nécessaires maintenant pour assurer une alimentation saine grâce à des systèmes alimentaires durables et résilients et générer des retombées positives pour les populations et la planète. En 2023 et au-delà, les membres d'ONU-Nutrition entendent maintenir leur appui collectif aux États membres afin d'obtenir des résultats positifs au regard de tous les ODD.